



UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché n° 25 900 09

ACCORD-CADRE ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS STRATEGIQUES

Marché Public de Prestations Intellectuelles

Procédure : appel d'offres passé en application des articles R.2124-2 du code de la commande publique

Table des matières

1	Dispositions Générales du contrat	3
1.1	Objet du contrat	3
1.2	Décomposition du en lots.....	3
1.3	Type accord-cadre	3
1.4	Conditions d’attribution des marchés subséquents	3
2	Parties contractantes	4
3	Pièces contractuelles.....	4
4	Confidentialité et mesures de sécurité	4
5	Obligation de conseil et d’information au titulaire	5
6	Durée du marché.....	5
7	Missions & durée d’exécution.....	5
8	Assurance	5
9	Cession ou nantissement de créances	6
10	Prix.....	6
10.1	Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
10.2	Modalités de variation des prix.....	6
11	Clause de sauvegarde.....	7
12	Clause de réexamen	7
13	Avance	7
13.1	Conditions financières de versement et de remboursement	7
13.2	Acomptes.....	8
14	Exécution financière du marché.....	8
14.1	Régime des paiements	8
15	Pénalités	9
16	Régime des résultats	9
17	Modifications relatives au titulaire du présent accord-cadre	10
17.1	Généralités	10
17.2	Modifications mineures.....	10
17.3	Modifications majeures.....	10
18	Autres obligations administratives.....	10
19	Règlement général de protection des données	11
20	Attribution de juridiction, lois et langue applicable.....	11
21	Résiliation	11
22	Dérogation au CCAG PI.....	12

1 DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'Accompagnement aux réponses à appel à projet et l'appui à la déclinaison de la stratégie de l'Université

Le présent accord-cadre porte sur des missions d'accompagnement de l'Université Le Havre Normandie et de ses éventuels partenaires, dans la formalisation des réponses aux appels à projet (AAP) présentant un intérêt stratégique pour l'établissement, dans la mise en œuvre desdits projets, ainsi que l'accompagnement de l'Université dans la mise en œuvre de projets de transformation de l'établissement, notamment par l'appui à la déclinaison de la stratégie de l'Université.

Cet accord-cadre définit les termes qui régissent les marchés publics passés sur son fondement, désignés ci-après par le terme de marchés subséquents.

1.2 Décomposition du en lots

L'accord-cadre n'est pas alloti, en application de l'article R.2113-2 du code de la commande publique, il est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 Type accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1, R.2162-1 à R.2162-12 du Code la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront conclus sous la forme de bons de commandes en marchés forfaitaires en application des articles L.2125-1 1, R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Le titulaire devra renvoyer son devis correspondant.

Un bon de commande sera émis par l'Université Le Havre Normandie spécifiant(s) le(s) livrable(s) attendu(s), le calendrier de paiement et accompagné du devis signé par l'Université. Cela constitue acceptation et matérialisation du marché subséquent.

1.5 Réalisations de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 PARTIES CONTRACTANTES

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales, Prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30.03.2021 publié au JO le 1^{er} avril 2021 sont désignés :

- Pouvoir adjudicateur
Monsieur le Président de l'Université Le Havre Normandie
- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 à 62 du Code de la commande publique
Madame la Responsable du pôle achat et marchés publics
- Comptable assignataire des paiements
Monsieur l'agent comptable de l'Université le Havre Normandie

3 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes par ordre de priorité suivants :
 - bons de commandes
 - cahier des charges technique du marché subséquent
 - offre technique du marché subséquent
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30.03.2021.

La CCAG PI, bien que non joint, est réputé connu du titulaire

Il est consultable à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP. Son offre est rédigée en français (Loi n°94-665 du 04/08/1994).

4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG PI.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION AU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

6 DUREE DU MARCHE

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La notification du marché consiste en la remise, par voie dématérialisée permettant un horodatage certain, d'un exemplaire de l'acte d'engagement signée par l'Établissement et de ses annexes au titulaire.

L'établissement remet également, sur demande du titulaire, une copie de l'acte d'engagement signée et de ses annexes revêtues d'une mention dûment signée, indiquant que ces pièces sont délivrées en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultantes du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux ans à compter de la date de notification du marché. L'accord cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de période de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra dénoncer le marché en faisant part de sa décision au titulaire au moins trois mois avant sa date d'anniversaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Les bons de commande valant marché subséquent peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, leur durée d'exécution ne peut excéder de plus de 3 mois celle de l'accord-cadre ou du marché subséquent sur la base desquels ils ont été émis. En cas de non reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

7 MISSIONS & DUREE D'EXECUTION

Les missions sont décrites dans chaque marché subséquent il comporte son propre délai et donc sa durée d'exécution.

8 ASSURANCE

Le titulaire (mandataire et co-traitant inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le titulaire doit justifier, dans un délai de cinq jours (5) à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, de même, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de dix jours (10) à compter de la réception de la demande.

9 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles article L2191-8 et article R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut donner lieu à un nantissement ou à une cession de créance qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

10 PRIX

10.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix faisant l'objet du présent accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à la documentation, aux supports, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu des prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par chaque marché subséquent, sur la base des prix plafonds indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Toutefois, les prix des BPU pourront être modifiés à la baisse lors de chaque demande de marché subséquent.

10.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année et sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Les prix peuvent être révisés annuellement par application aux prix du BPU et du marché subséquent d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15 \% * 85\% (SYN(n) / SYN(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

Cn : coefficient de révision

Index (n) : dernière valeur connue de l'index de référence au mois n.

Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro, correspondant au mois de remise des offres

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, l'université procède au règlement sur la base de la dernière valeur d'index connue (provisoire ou définitive).

L'index de référence publié par l'INSEE est l'index SYN « honoraires SYNTEC (société assujettie à la TVA).

Toute demande de révision de prix devra être adressée par courrier électronique au pôle achat marchés publics.

11 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de dénoncer le marché à tout moment, sans indemnité pour le titulaire, en cas d'augmentation de ses tarifs supérieur à 5 %.

12 CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, et ce quel qu'en soit le montant.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

13 AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B – Prestations intellectuelles.

13.1 Conditions financières de versement et de remboursement

Selon les dispositions de l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance sera accordée conformément à l'article R 2191-7 dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement. Une avance est versée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT **et** le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

Pourcentage de l'avance versée au titulaire du présent marché :

- 5% si le titulaire n'est pas une PME
- 20 % si le titulaire est une PME

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement) que celles applicables au titulaire du marché.*

13.2 Acomptes

Le paiement d'acompte est accepté suivant l'avancement de la mission. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

14 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le Titulaire transmet ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>).

Le **numéro de SIRET**, qui identifie l'Université Le Havre Normandie en tant que destinataire de la facture est : **197 627 623 00097**.

Le **code service** de l'entité de l'Université Le Havre Normandie en charge du règlement de la facture est : **SANS**.

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

Université Le Havre Normandie

Direction des Affaires Financière – Service Facturier

25 rue Philippe Lebon BP 1123

76063 LE HAVRE CEDEX

Les factures, outre les mentions obligatoires relatives au fournisseur, comportent impérativement les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- L'identification complète du Titulaire du marché (raison ou dénomination sociale de l'entreprise, adresse) ;
- Son n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés ;
- Les références du présent marché 25 900 09
- Le nom et l'adresse complète du service destinataire
- La référence de l'engagement juridique correspondant
- La date de la facture
- Le numéro de son compte bancaire ou postal du titulaire tel que prévu à l'acte d'engagement
- Les désignations, références et quantités des prestations livrées
- Le montant détaillé € HT et € TTC, et le taux de TVA appliqué

14.1 Régime des paiements

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de TRENTE (30) jours maximums.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations comme dit ci-dessus. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Avec le versement des intérêts moratoires, l'article D2192-35 du code de la commande publique fixe le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à quarante euros (40,00 €). Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Le mode de règlement est le virement.

15 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, lorsque le délai contractuel d'exécution d'une prestation est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci est exposé, sans mise en demeure préalable, aux pénalités suivantes :

- Pénalités de retard pour remise de devis

En cas de non remise de devis ou de non-respect du délai de remise de celui-ci, Cf. article 7 du présent CCTP, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par jour de retard.

- Pénalités de retard pour délai d'exécution

En cas de non-respect du délai d'exécution de la prestation commandée et/ou de remise des livrables annoncé par le titulaire lors de la transmission du devis et acté par un bon de commande, si le retard n'est pas imputable à l'ULHN et sauf cas de prolongation du délai accordé sur demande formulée par le titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG PI (Prolongation du délai d'exécution), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P est le montant des pénalités

V est la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations exécutées en retard ou non exécutées R est le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

16 REGIME DES RESULTATS

Le régime des résultats est celui prévu par l'application de l'article 35.1 du CCAG PI « Finalités et besoins d'utilisation des résultats », de l'article 35.2 du CCAG PI « Droits de l'acheteur » et plus particulièrement les résultats qui compte tenu de leur nature, font l'objet d'une cession à titre exclusif. Le régime des résultats est également celui prévu par l'application de l'article 35.3 du CCAG PI « Droits du titulaire » et par l'application de l'article 35.4 du CCAG PI « Stipulations communes ».

17 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE

17.1 Généralités

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du Pôle Achat et Marchés Publics de l'Université Le Havre Normandie dont les coordonnées figurent sur la page de garde du présent document.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publié dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

17.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- modification de l'adresse d'envoi des bons de commande que le titulaire a renseignée dans son acte d'engagement et le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- modification des coordonnées bancaires ;
- modification de l'adresse électronique utilisée pour la transmission des bons de commande. Cette information doit être transmise au moins 15 jours calendaires avant la date à partir de laquelle elle doit être utilisée pour l'attribution des bons de commandes.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant, mais doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, dans les différents outils de gestion.

17.3 Modifications majeures

Le Titulaire doit informer l'Université Le Havre Normandie aux adresses mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toutes autres modifications affectant la capacité du titulaire à exécuter l'accord-cadre. Aussi, tout évènement, conduisant notamment le titulaire à ne plus pouvoir présenter d'offres en réponse aux consultations doit être porté à la connaissance de l'Université Le Havre Normandie.

18 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois (6), à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont mis à disposition gratuitement par le titulaire, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> ou transmis sur la boîte fonctionnelle suivante : daf-poleachats@univ-lehavre.fr

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

19 REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES

Obligations du titulaire du marché :

Ne traiter que les données à caractère personnel nécessaires à l'accomplissement du marché dans les règles de l'Art et des finalités du traitement à mettre en œuvre pour y parvenir

- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai à l'Université les violations de données à caractère personnel
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués dans le cadre du présent marché
- Solliciter l'avis de l'Université avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance à l'université pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, suppression, etc.
- Mettre à la disposition de l'Université la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

20 ATTRIBUTION DE JURIDICTION, LOIS ET LANGUE APPLICABLE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

Tous les documents et correspondances relatifs à un éventuel litige sont rédigés en français.

21 RESILIATION

Seules les stipulations prévues au chapitre 7 du CCAG PI, relatives à la résiliation de l'accord-cadre, sont applicables.

22 DEROGATION AU CCAG PI

Les dérogations aux CCAG Prestations intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Clauses	CCAG PI	CCAP
Pénalités	14 – 14.1.3	15
Assurance	9.2	8
Pièce contractuelle	4.1	3